

Audience publique du 23 septembre 2013

Recours formé par
Monsieur ... et consorts, ...,
contre une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
en matière de protection internationale (art. 19 L.5.5.2006)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 32337 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 22 avril 2013 par Maître Olivier LANG, assisté par Maître Sarah MOINEAUX, tous deux avocats à la Cour, inscrits au tableau de l'Ordre des avocats de Luxembourg, aux noms de Monsieur ..., né le ... (Kosovo), de son épouse, Madame ..., née le ... , et de leurs fils majeur ..., né le ... (Kosovo), tous de nationalité kosovare, demeurant actuellement ensemble à L-..., tendant, d'une part, à la réformation d'une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 15 mars 2013 portant refus de leurs demandes de protection internationale et, d'autre part, à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire inscrit dans la même décision ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 18 juin 2013 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Sarah MOINEAUX, en remplacement de Maître Olivier LANG, et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline JACQUES en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 15 juillet 2013.

Le 10 mars 2009, Monsieur ..., son épouse, Madame ..., ainsi que leur fils majeur ..., ci-après « les consorts ... », introduisirent auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration, une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ci-après « la loi du 5 mai 2006 ».

Les consorts ... furent entendus le même jour par un agent du service de police judiciaire, section police des étrangers et des jeux, de la police grand-ducale sur leur identité et l'itinéraire suivi pour venir au Grand-Duché de Luxembourg.

Monsieur ... fut par la suite entendu à quatre reprises, les 5 et 17 juin, 31 juillet, et 14 août 2009, par un agent du ministère des Affaires étrangères sur la situation de sa

famille et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale. Son épouse, Madame ...-..., fut quant à elle entendue les 4 et 16 juin 2009, tandis que leur fils ... fut entendu le 25 mars 2009.

Par décision du 15 mars 2013, envoyée par recommandé le 20 mars 2013, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, ci-après dénommé « le ministre », informa les conjoints ... que leurs demandes de protection internationale avaient été rejetées comme étant non fondées. Cette décision est libellée comme suit :

« J'ai l'honneur de me référer à vos demandes en obtention d'une protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection que vous avez présentées auprès du service compétent du Ministère des Affaires étrangères en date du 10 mars 2009.

En application de la loi précitée du 5 mai 2006, vos demandes de protection internationale ont été évaluées par rapport aux conditions d'obtention du statut de réfugié et de celles d'obtention du statut conféré par la protection subsidiaire.

En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du 10 mars 2009 et les rapports d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères du 25 mars 2009, des 4, 5, 16 et 17 juin 2009, du 31 juillet 2009 et du 14 août 2009.

Madame, Messieurs, il résulte de vos déclarations auprès de la Police judiciaire, que vous auriez quitté le Kosovo le 8 mars 2009 pour vous rendre en voiture à Subotica/Serbie avec l'aide d'un passeur nommé Zoran. Vous y auriez alors [été] hébergé[s] dans une maison qui vous aurait été confiée. Deux personnes, que vous soupçonnez être des Hongrois, seraient alors venues vous chercher. Elles vous auraient amené[s] au Luxembourg avec une voiture qui pourrait avoir été immatriculée en Allemagne. Vous ne seriez pas en mesure de vous rappeler [le] trajet emprunté mais vous auriez payé 5.000.- euros. Vous seriez arrivés au Luxembourg le 10 mars 2009. Vous auriez choisi de chercher refuge au Luxembourg parce que votre frère, Monsieur, habiterait le pays. Zoran aurait d'ailleurs ramassé vos passeports yougoslaves avant votre départ de Subotica.

Monsieur ..., il ressort de vos déclarations que vous auriez vécu à ... depuis le 24 juin 1999 en tant que personne déplacée. Vous auriez été chassé de votre village natal de ... par des Albanais lors de l'entrée des troupes de l'OTAN. Des membres des familles ... et ... auraient brûlé vos maisons. Votre père aurait été tué le 7 septembre 1999 lorsque les Albanais auraient tiré des projectiles sur votre village. Vous auriez d'ailleurs rempli la fonction d'échevin à Vous auriez par la suite travaillé en tant que policier entre février 2000 et novembre 2003, date à laquelle vous auriez été licencié. Enfin, vous dites avoir travaillé en tant qu'apiculteur ces cinq dernières années à

Vous seriez retourné à ... deux ou trois fois sous l'escorte de la KFOR et de la police internationale, notamment le 7 janvier 2000 [à] l'occasion d'une fête religieuse. Vous y auriez alors été agressé par des villageois qui auraient jeté des pierres, et ceci en présence de la KFOR. Vous seriez également retourné à ... pendant votre carrière de policier pour visiter votre maison et le cimetière où reposeraient vos ancêtres. Ce cimetière aurait été profané en 2004.

Vous évoquez également que votre licenciement du 11 novembre 2003 serait dû au fait que vous auriez voulu contrôler les papiers d'une personne, s'identifiant elle-même [comme le] général SKUPI, « le personnage principal qui a libéré Prizren et qui a massacré les serbes » (p. 4/7 du rapport du 14.08.2009). Votre collègue de travail vous aurait alors arraché ses documents, les lui aurait remis, l'aurait salué, se serait excusé et lui aurait expliqué que vous seriez serbe. Bien qu'un mandat d'arrêt existerait relatif à ce général SKUPI, vous n'auriez pas pu l'arrêter parce qu'il s'agirait d'un personnage dangereux. Vous auriez été licencié trois ou quatre jours après cet incident sous prétexte d'avoir été accusé de vol : « Il est clair que le pouvoir ou les autorités sont mêlées à tout cela, à toute cette corruption, à tous ces meurtres et enlèvements (...) » (p. 5/7 du rapport du 14.08.2009). D'après le document N°1 joint à votre demande, vous auriez [introduit un] recours contre votre licenciement le 13 novembre 2003 ; ce recours aurait d'abord été refusé, mais par la suite accepté au tribunal de police de Pristina. La décision de la chambre de ce tribunal, la chambre de recours de la KPS, date du 4 septembre 2006, elle précise que « Monsieur ..., vous avez utilisé votre droit d'appel (...) le comité d'appel a décidé que les allégations concernant des mesures disciplinaires sont soutenu[e]s et que (sic) mesures disciplinaires concernant votre licenciement restent effectives. L'appel a été examiné par le Conseil d'appel et donc sur la base de règles KPS et ne peut pas à nouveau être examiné par le Conseil d'appel (...) ». Le document N° 3 du quartier général de police de Pristina confirme le refus de vous voir reprendre vos fonctions. Il souligne que votre suspension restera en vigueur pour avoir violé des règles dans le cadre de votre emploi, bien que vous [ayez] été innocenté de votre inculpation pour vol.

Vous dites avoir été faussement accusé de vol de tracteurs et de meubles durant le conflit de 1999 par la famille ... qui serait selon vos dires responsable pour des disparitions de personnes serbes. En 2004, vous auriez été condamné à quatre mois de prison ferme et à une amende de 5.000.- euros mais vous n'auriez finalement pas été incarcéré grâce à l'aide de la KFOR, notamment d'un capitaine SCHROEDER. Vous auriez [introduit] un recours et en appel le jugement de 2004 aurait été annulé et vous auriez été innocenté en juin 2007. Vous avez également remis le document N° 7 datant du 13 août 2004, vous accusant de vol aggravé. D'après le document N°6, le verdict de la Cour municipale de Gnjilane datant du 18 août 2006 annule le verdict du 5 mai 2006 qui vous avait condamné à une peine d'emprisonnement et renvoie l'affaire devant le tribunal pour être rejugée. Vous avez d'ailleurs également remis votre recours quant à la condamnation du 5 mai 2006 (document N°10), votre acquittement par le tribunal municipal de Gnjilane du 7 juin 2007 (document N°9) et la confirmation de cet acquittement, après recours, du 6 décembre 2007 par la Cour fédérale de Gnjilane (document N° 8). Vous signalez ensuite avoir reçu la décision du tribunal suprême de Pristina vers mi-2008, mais vous ne l'auriez cependant pas réceptionnée puisque la lettre aurait été écrite en albanais et émise par la « République du Kosovo », entité politique que vous ne reconnaitriez pas. Vous dites qu'... .. et seraient accusés de crimes de guerre par le Tribunal Pénal International. Ces deux personnes seraient toujours en liberté et occuperaient aujourd'hui des fonctions importantes au Kosovo. ... serait ainsi le chauffeur personnel du bourgmestre de Gnjilane et ... posséderait un grand restaurant à ..., c'est lui qui déciderait du retour de personnes déplacées. Vous pensez qu'ils seraient tous les deux membres du parti PDK de Hashim THAQI. En tant qu'échevin de ..., vous auriez indiqué au service de renseignement militaire espagnol, américain, roumain et

aux Nations-Unies des noms de criminels de guerre de votre village. Néanmoins, personne n'aurait été arrêté, jugé ou emprisonné, « ils sont libres et en plus ils sont actifs dans la politique et ils ont des postes de fonctionnaires » (p. 6/8 du rapport du 5.06.2009).

Il découle du document N° 4 annexé à votre demande que l'UNMIK semble avoir ouvert une enquête contre vous au cours de vos fonctions en date du 26 juin 2002. De même, d'après le document N°2, une procédure verbale semble avoir été ouverte contre vous au tribunal de Gnjilane en date du 7 octobre 2002.

Vous auriez quitté le Kosovo pour la sécurité de votre famille. Vous voudriez « pouvoir mener une vie paisible et que mon enfant puisse avoir un avenir sans risquer de se faire agress[é] ou [...] touché par une bombe » (p. 3/6 du rapport du 17.06.2013). ... et ses fils (dont), ainsi qu'... .. auraient publiquement menacé de vous tuer lors du procès. Ils vous auraient insulté et menacé d'égorgement une trentaine de fois. Ces menaces auraient surtout été proclamées après le jugement et la proclamation d'indépendance du Kosovo. Vous auriez alors informé notamment le chef de l'UNMIK et le bourgmestre de Gnjilane de ces paroles. Ces inculpations se trouveraient sur disque puisque le responsable de la KFOR, le chef et un commissaire de police de l'UNMIK, le représentant du gouvernement et celui de l'OSCE seraient venus chez vous en 2007 avec une équipe de télévision. On n'aurait cependant rien entrepris contre ces personnes ; bien au contraire, elles seraient encore devenues plus menaçantes et vous auraient insulté à chaque fois qu'ils passaient par Vous auriez alors évité de sortir et auriez cherché un moyen de partir vers mi 2008 lorsque ces personnes auraient commencé à récolter des informations sur vous.

Votre décision de quitter votre pays aurait été autant plus ferme lorsque votre fils aurait failli être touché par une balle, qui selon vous, lui aurait été destinée, mais qui aurait touché un certain ..., lors des célébrations de l'indépendance du Kosovo en 2009. La police aurait certes expliqué qu'il se serait agit d'une balle perdue, mais vous êtes d'avis que « la raison est que la police ne veut jamais dire la vérité, qu'elle ne veut tout simplement pas faire d'enquête. » (p. 3/7 du rapport du 14.08.2009). Vous ne sauriez pas qui aurait tiré cette balle, mais « à 90 % ce sont des Albanais » (p. 3/7 du rapport du 14.08.2009).

Vous auriez été membre du SPS durant le régime de MILOSEVIC. Vous dites ne pas avoir pu adhérer un autre parti politique, sinon vous auriez perdu votre travail. Vous ne seriez plus engagé politiquement.

De plus, vous avez déposé une copie de votre carte d'identité serbe et une copie de votre certificat de nationalité serbe du 2 octobre 2008. Vous avez également remis deux photos montrant vos maisons à ... qui auraient été brûlées par et ses frères ainsi que par et son fils. Enfin, vous avez déposé un certificat des autorités militaires de Gnjilane (déplacées à Vranje) du 12 juin 2006, confirmant que vous auriez participé au conflit du Kosovo pendant la période du 23 mars 1999 au 12 juin 1999, ainsi qu'une copie de votre carte d'identité émise par l'UNMIK.

Madame, vous confirmez les dires de votre époux. Vous auriez quitté le Kosovo à cause des menaces reçues par ... et ainsi que d'... .. Bien que vos problèmes avec dateraient de 2002, les menaces auraient commencé en 2007 lors de la procédure

pénale devant le tribunal, relatif à l'accusation de vol envers votre époux. aurait publiquement menacé votre époux « qu'il allait lui prononcer une sentence faite par neuf balles » (p. 3/10) après que le tribunal d'arrondissement de Gnjilane aurait renvoyé le dossier devant le tribunal communal et que votre époux aurait finalement été déclaré non-coupable. Vous auriez également reçu des menaces téléphoniques. Vous affirmez avoir constamment demandé de la protection auprès de la police et d'autres institutions, auprès de l'organisation des droits de l'homme, de l'OSCE et du KFOR. Vous affirmez de même que les juges seraient corrompus et que la police serait « unilatérale ». En 2009, vous dites qu'une personne serbe aurait été touchée par une balle lors de la fête de l'indépendance du Kosovo. Votre fils n'aurait pas été loin de là et il aurait également pu être blessé.

Ces six dernières années vous auriez vécu des 120 euros d'aide sociale que l'Etat serbe verserait à votre époux parce qu'il aurait travaillé dans une usine de radiateurs. De même, vous dites avoir travaillé dans un commerce privé jusqu'en 2004 et que votre mari n'aurait pas été membre d'un parti politique.

Vous ajoutez que deux de vos fils résideraient en Suisse. ... s'y serait marié avec une femme serbe habitant en Suisse ; Goran y aurait déposé une demande de protection internationale en 2008. En 2006 et 2007 vous auriez rendu visite à ... seule et en 2008 avec votre époux pendant un mois. Vous n'auriez cependant pas demandé asile en Suisse parce que vous auriez espéré que la situation s'améliore au Kosovo. En 2007, ... serait venu vous rendre visite au Kosovo à l'occasion de son mariage religieux et pour le baptême de votre petit-fils.

Enfin, vous dites que ça ferait sept ans que vous devriez prendre des calmants à cause du stress que vous auriez vécu au Kosovo. Vous seriez d'ailleurs sous traitement médical au Luxembourg.

Monsieur ..., vous confirmez les dires de vos parents. Vous n'auriez jamais été persécuté au Kosovo mais vous y seriez menacé et insulté par des Albanais bien précis, c'est-à-dire, des albanais de ... qui passent en voiture par le village. Vous pensez que la balle qui aurait touché un jeune garçon serbe lors de la proclamation de l'indépendance kosovare en février 2009 constituerait une balle perdue puisque les Albanais du village voisin « ont probablement tiré en l'air » (p. 10/15). Vous seriez passé par l'endroit de l'incident deux minutes avant. La police serait venue sur place. Vous ajoutez que votre père n'aurait pas travaillé ces dernières années.

Vous signalez également qu'en 2008, l'épouse de votre frère aurait passé ses vacances chez vous au Kosovo, en compagnie de son enfant.

Madame, Messieurs, il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière des demandeurs qui doivent établir, concrètement, que leur situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.

Or, les faits que vous alléguiez, ne sauraient constituer un motif justifiant la reconnaissance du statut de réfugié, puisqu'ils ne peuvent, à eux seuls, établir dans votre chef une crainte fondée d'être persécutés dans votre pays d'origine du fait de votre race,

de votre religion, de votre nationalité, de votre appartenance à un groupe social ou de vos convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1er, section 1, § 2 de la Convention de Genève ainsi que les articles 31 et 32 de la loi modifiée du 5 mai 2006. En effet, si la situation générale des membres de la minorité ethnique serbe est certes difficile, elle n'est cependant pas telle que tout membre serait de ce seul fait exposé à des persécutions au sens de la Convention de Genève. Selon la jurisprudence de la Cour administrative une crainte de persécution afférente doit reposer nécessairement sur des éléments suffisants desquels il se dégage que, considéré[s] individuellement et concrètement, les demandeurs risquent de subir des traitements discriminatoires.

En tout état de cause, même à supposer les faits que vous alléguiez établis, il y a lieu de noter que vos demandes de protection internationale reposent essentiellement sur des motifs d'ordre privé ne répondant à aucun des critères de fond définis par lesdites Convention et loi. Ainsi, vous faites état de votre situation sécuritaire et de vos craintes de mort à cause des menaces et insultes que vous auriez dû subir de la part des familles ... et Monsieur, vous évoquez également que des villageois albanais de ... auraient jeté des pierres en votre direction. Ces familles et ces villageois albanais ne sauraient cependant pas être considérés comme agents de persécution au sens de la convention de Genève et de la loi modifiée du 5 mai 2006. S'agissant d'actes émanant de personnes privées, une persécution commise par des tiers peut être considérée comme fondant une crainte légitime au sens de la Convention de Genève uniquement en cas de défaut de protection de la part des autorités politiques pour l'un des motifs énoncés par ladite Convention et dont l'existence doit être mise suffisamment en évidence par le demandeur d'asile. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce. En application de l'article 28 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection au cas de l'espèce, il ne ressort pas des rapports d'audition que l'Etat ou d'autres organisations étatiques présentes sur le territoire du Kosovo ne peuvent ou ne veulent pas vous accorder une protection à l'encontre de ces personnes. Ainsi, Monsieur ..., vous affirmez que des membres haut placés de différentes autorités nationales et internationales vous auraient rendu visite pour essayer de trouver une solution concernant votre situation sécuritaire. Vous confirmez aussi qu'un contingent du KFOR vous aurait accompagné lors de votre visite de ..., ceci indubitablement dans le but de vous protéger. Bien que des solutions convaincantes ne semblent pas avoir été trouvées, on ne saura en tout cas pas conclure que les autorités dans votre pays d'origine n'auraient pas voulu vous aider ou vous protéger. Par ailleurs, vous auriez eu accès à la justice concernant votre licenciement et l'accusation fausse de vol pour lequel vous avez finalement été innocenté. En effet, en 2007, vous auriez finalement été déclaré non coupable dans le procès entamé envers votre personne en 2002 à cause des allégations, selon vous faussées, émises par la famille

Soulevons dans ce contexte que nos recherches n'ont pas permis [de confirmer] vos déclarations [selon lesquelles] et auraient été accusés de crimes de guerre par le TPI ou seraient recherchés par le TPIY. En plus, en 2011, la dernière personne encore recherchée par le TPIY, à savoir, Goran HADIC, a été arrêtée: « He was the last remaining fugitive of the 161 persons indicted by the international Criminal Tribunal for the former Yugoslavia (ICTY), which is based in the Hague ».

Il ne saurait être établi que les autorités et la justice kosovares auraient refusé de vous offrir une quelconque protection. Rappelons également que vous avez tout à fait accès à la justice kosovare pour faire valoir vos droits et que celle-ci fonctionne de mieux en mieux selon la Commission Européenne dans son dernier rapport de 2011:

« Kosovo has made progress in the judicial sector. The Constitutional Court has issued a number of key decisions, which made a significant impact. Institutions ensured that these judgments were followed. (...) Salaries for judges and prosecutors have been increased, as provided for in the relevant laws, further strengthening the independence of judges. The Kosovo Judicial Council has started to address shortcomings within the judiciary. The Council adopted an action plan for the implementation of the law on courts. It adopted a strategy to reduce the backlog of cases in October 2010 and started implementing it on 1 January 2011 ».

Notons également l'arrêt du 27 mars 2012 de la Cour administrative concernant la situation des minorités au Kosovo, qui retient que: « Concernant la situation générale et sécuritaire au Kosovo et en particulier celle des minorités ethniques, dont celle des Serbes, il a pu être retenu à maintes reprises, notamment et plus précisément à partir d'un rapport de la Commission européenne du 5 novembre 2008 (SEC MEI 2008) 2697 final) que cette situation n'était pas telle que tout membre d'une minorité ethnique serait de ce seul fait exposé à des persécutions au sens de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés et de la loi du 5 mai 2006 ».

Même si des efforts restent à faire notamment en ce qui concerne la sécurité au Nord du Kosovo (région dont vous n'êtes pas originaire), l'efficacité du système judiciaire, la participation des serbes dans les institutions kosovares, la consolidation de la situation des minorités ethniques et de leurs droits, le constat indéniable d'une évolution positive au Kosovo, également reconnue par les cours et tribunaux administratifs ne saurait être mis en cause.

En ce qui concerne les menaces, insultes et jets de pierres dont vous faites état, il faut noter que des délits de droit commun sont toujours présents mais le Secrétaire Général des Nations Unis a publié dans son rapport du 31 janvier 2012 que « De manière générale, une baisse globale des infractions de droit commun a été constatée par rapport à 2010. La police du Kosovo a réalisé avec succès plusieurs opérations visant des personnes impliquées dans la criminalité organisée, la traite des êtres humains et le trafic de drogues. Cependant, cette baisse globale n'a pas eu de conséquence directe sur les conditions de sécurité lors de la période étudiée. Le climat de tension qui a caractérisé la région située au nord de l'Ibër/Ibar s'explique par la situation décrite plus haut. En revanche, une légère diminution du nombre d'incidents mineurs visant les communautés minoritaires (actes d'intimidation, agressions, vols, infractions liées au foncier, vandalisme visant les églises et les cimetières orthodoxes serbes ainsi que les voitures immatriculées en Serbie, surtout dans les zones mixtes et albanaises du Kosovo) a été observée au sud du fleuve. ».

Même le document de l'UNCHR datant de novembre 2009 dresse le constat d'une amélioration de la sécurité au Kosovo, avec une diminution des crimes à l'encontre des membres des communautés minoritaires. Il estime que : « since the March 2004 attacks, which targeted Kosovo Serbs, Roma and Ashkali there have not been serious incidents of

violence reported against minorities on that scale. » Dans ce contexte, on peut d'ailleurs noter qu'il est surprenant que votre fils, résidant en Suisse, passerait ses vacances, ensemble avec son épouse et son enfant, dans votre village, en 2007 malgré vos dires que la sécurité n'y serait pas garantie. En effet, vous évoquez que les familles ... et ... vous auraient déjà menacé[s] à cette époque. De plus, l'épouse et l'enfant d'... .. vous auraient visité[s] en 2008, à une époque où vous dites avoir craint pour votre vie à cause des menaces de mort prononcées à votre rencontre ; vous auriez notamment dû surveiller votre maison et vous n'auriez que rarement osé sortir dans la rue.

On peut [...] déduire de tous les constats, rapports et jurisprudence susmentionnés, que les autorités kosovares n'auraient jamais refusé de vous venir en aide et que la situation sécuritaire au Kosovo est en train de s'améliorer.

Soulevons dans ce contexte un arrêt de la Cour administrative du 5 juin 2012 (n°30.197C du rôle) qui retient que « Quant à l'analyse des faits concrets de l'espèce, la Cour est amenée à rejoindre les premiers juges en ce qu'ils ont décidé que considérés tant globalement que dans leur contexte, les faits avancés par les appelants actuels ne revêtent pas le caractère de gravité suffisant requis par la loi et que les actes mis en avant émanent de personnes privées sans que les conditions prévues à l'article 29 de la loi du 5 mai 2006 soient remplies. Ici encore, la Cour est amenée à rejoindre les premiers juges lorsqu'ils retiennent que le Kosovo dispose en dernière analyse d'un système judiciaire permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave et que les appelants actuels avaient accès à cette protection. Ainsi la Cour ne saurait suivre les appelants lorsqu'ils déclarent que, d'une manière générale, l'Etat kosovar et les organisations internationales ne peuvent ou ne veulent pas leur accorder une protection contre les persécutions dont ils estiment faire l'objet. D'une part, les différents rapports des organisations internationales sur place ne contiennent pas d'indication d'une réticence générale des autorités en place d'assurer la protection des minorités du pays. D'autre part, c'est à bon droit que le tribunal a mis l'accent sur l'évolution au pays qui va dans le sens de l'amélioration de la situation des minorités ».

Madame, Monsieur, il ressort en plus de vos entretiens que la police kosovare n'aimerait pas entreprendre d'enquêtes pour trouver la vérité et qu'elle serait unilatéralement du côté des Albanais. Madame, vous ajoutez que les juges seraient corrompus. Monsieur vous affirmez de même que le juge n'aurait pas inclus les menaces prononcées à votre rencontre après le jugement dans le procès-verbal, disant qu'il « n'a pas entendu » (p. 1/5 du rapport du 31.07.2009). Madame, vous dites que le juge vous aurait répondu que la partie plaignante serait « un peu en colère, ça allait passer (...) » (p. 3/9 du rapport du 16/06 2009).

Or, il résulte des informations dont dispose le Service des Réfugiés que la police kosovare est multiethnique et, malgré le fait qu'elle n'est régionalement pas représentée à un niveau optimal dû au nombre restreint d'effectifs, elle se prévaut d'une bonne réputation: « Des sources signalent que la police du Kosovo mène ses activités sous l'autorité du ministère des Affaires internes (Ministry of Internal Affairs) et compte environ 7 000 policiers (Conseil de l'Europe 2 juill. 2009, paragr. 82; É.-U. 8 avr. 2011, sect. 1.d). Selon des statistiques affichées sur le site Internet de la police du Kosovo, en 2009, 85,8% des policiers étaient Albanais, 9,4% étaient Serbes et 4,8% appartenaient à

une autre minorité ethnique (Kosovo 2009). L'International Crisis Group souligne que les Serbes et d'autres minorités sont fortement représentés dans la police (19 mai 2010, 5) ». En effet « L'International Crisis Group décrit la police du Kosovo comme [traduction] « la plus forte des institutions du Kosovo pour ce qui est d'assurer la primauté du droit ».

D'après le rapport de l'OSCE de novembre 2011, « the Kosovo police station in Gjilan/Gnjilane municipality has 174 police officers ; 142 Kosovo Albanians, 25 Kosovo Serbs and seven (7) Kosovo Turks, while 45 are female. One hundred and sixty-two (162) are stationed in Gjilan/Gnjilane police station and 13 in the police sub-station in Zhegër/... village. The regional directorate of Kosovo police and specialized regional units are located in Gjilan/Gnjilane town and employ 148 officers including 12 Kosovo Serbs, five (5) Kosovo Turks and two (2) Kosovo Bosniaks; 24 are female. As for the international military presence, the United States KFOR is in charge of the area (source: Kosovo police). ». Ainsi, il ne saurait être établi que la police ne peut ou ne veut pas offrir une protection à la communauté serbe vu qu'elle est ethniquement mixte.

Concernant la corruption présumée des juges, il y a lieu de dresser un constat pareil. Bien que la corruption soit encore présente, le Kosovo montre un activisme particulier à contrer ces pratiques : « Kosovo has made some progress on tackling corruption. The implementation of the anticorruption strategy is monitored by an Anti-Corruption Agency. The Agency is also the responsible authority to monitor the implementation of the law on preventing conflicts of interest in exercising public functions, which was amended in August. The law on declaration, origin and control of property of senior public officials and on declaration, origin and control of gifts of all public officials, the law on protection of informants (whistleblowers) and the law on public procurement were also adopted at the end of August. An anti-corruption coordinator was appointed within the Office of the State Prosecutor and one prosecutor per district prosecution office was assigned to corruption cases. Steps have been taken to strengthen the Kosovo anti-corruption task force and to ensure that seconded police officers and appointed experts will be able to contribute effectively. Similar steps have been taken to improve cooperation between prosecutors. A mixed panel of local and EULEX judges has convicted senior officials and politicians. (...) The increase in the salaries of judges and the completion of the reappointment process were positive steps to prevent corruption in judiciary. The 2011 campaign on the declaration of assets led to an increase in the number of declarations by officials. 96% (1830) of officials made declarations, which were published online. Cases have been initiated against 84 persons who did not disclose their assets. The Anti-corruption Agency has stepped up its awareness-raising activities, by means of campaigns and targeted training. The Agency has sufficient capacity to perform its tasks. Law enforcement agencies have strengthened their disciplinary structures ».

On ne saura donc mettre en question la bonne réputation dont [jouit] la police et les améliorations incontestables du système judiciaire kosovare par des simples allégations qui ne peuvent être corroborées de votre part.

Le rapport de l'OSCE de 2010 établit clairement la situation des institutions et infrastructures de la municipalité de Gnjilane et laisse apparaître une représentation importante des membres de la minorité serbe auprès de la police, des infrastructures

judiciaires, sociales et sanitaires et le personnel multiethnique des hôpitaux et des centres médicaux. Le rapport prouve ainsi les efforts certains de la municipalité de Gnjilane pour rendre toutes les infrastructures accessibles aux Serbes et ne pas les discriminer en raison de leur appartenance ethnique. "In the Gnjilane region, the participation of Kosovo Serbs in Kosovo institutions has significantly increased since the 2009 edition of the Profiles. (...) The community is, however, also engaged in all Serbia-run institutions. In Gnjilane, a Kosovo Serb has been appointed as deputy mayor for communities. In Kamenicë/Kamenica, the Kosovo Serb community is small, and very few participated in the local elections. The municipality has, nonetheless, appointed a Kosovo Serb deputy chairperson for communities of the municipal assembly. In the municipalities where Kosovo Serbs reside, they are represented in all established municipal community offices and community committees. The community heads the municipal community office in the three municipalities of Gnjilane, Kamenicë/Kamenica and Novo Brdo ».

Monsieur, il convient ensuite d'aborder votre licenciement. Vous seriez d'avis que ce licenciement serait dû au fait que vous auriez voulu contrôler un certain général SKUPI quelques jours auparavant, même si la raison officielle résiderait dans votre accusation à cause d'une histoire de vol. Notons à cet effet qu'il ressort des documents joints à votre demande que le colonel Shaban Guda, chef du département des services administratifs situé à Pristina, confirme que vous seriez innocent relatif à votre accusation pour vol, il précise néanmoins que vous resteriez écarté de votre ancien poste de policier parce que vous auriez violé des règles dans le cadre de vos fonctions (document N° 3). Le document N°4 de l'UNMIK datant du 25 août 2002 confirme également que vous n'auriez supposément pas respecté le règlement du Service de Police du Kosovo. Enfin, le document N° 5 du Service de Police du Kosovo du 4 septembre 2006 remarque que votre licenciement restera effectif; il souligne que vous seriez accusé de deux infractions, à savoir un délit ayant un rapport avec la véracité de vos dires et à cause d'un manque de moralité de votre part. Il y a lieu de déduire des documents susmentionnés que vous seriez accusé d'avoir transgressé le règlement de la police kosovare et que ces faits auraient eu lieu au plus tard en 2002 puisque ce serait en août 2002 que l'UNMIK aurait ouvert une enquête envers votre personne. Il est donc impossible que votre rencontre avec le général SKUPI, qui daterait de quelques jours avant votre licenciement en novembre 2003 constitue la base de votre suspension puisque vous auriez fait l'objet d'accusations au moins une année auparavant. Il ne ressort cependant pas de votre dossier de quels manquements précis vous auriez été accusé. A cela s'ajoute qu'il ressort des pièces versées que vous auriez pu épuiser toutes les voies de recours ouvertes dans le cadre de votre licenciement.

De même, Monsieur ..., vous seriez sûr que la balle ayant touché le jeune ... aurait été réservée pour votre fils. Or, celui-ci n'aurait même pas accompagné ..., mais aurait été présent sur le lieu de l'incident quelques minutes plus tôt. Monsieur ..., vous êtes d'ailleurs d'avis qu'il serait tout à fait possible qu'il se serait agi d'une balle perdue puisque les Albanais du village voisin auraient fêté l'indépendance en tirant une grande quantité de balles en l'air. Monsieur ..., signalons également que vous dites avoir définitivement décidé de quitter le Kosovo « lorsque le petit a été touché (...) mon fils était avec lui » (p. 2/7 du rapport du 14.08.2009). Or, tout d'abord votre fils n'accompagnait donc pas la victime en question. En plus, il paraît très fortement probable que le garçon touché, ne soit non pas le « jeune ... », mais bien ..., un homme de

24 ans qui aurait été touché au pied dans le village de ..., ce jour-là. Il n'est donc nullement établi que aurait été directement visé et ciblé pour une des raisons mentionnées par l'article 1A2 de la Convention de Genève et de la loi modifiée du 5 mai 2006.

Madame, vous seriez sous traitement médical depuis sept ans à cause du stress que vous devriez supporter au Kosovo. Remarquons à cet effet que des raisons médicales ne sauraient davantage justifier une demande de protection internationale parce qu'elles ne rentrent pas dans les champs d'application de la Convention de Genève et de la loi modifiée du 5 mai 2006.

Madame, Messieurs, signalons en fin de compte que les événements dont vous faites état, datant du conflit de 1999 sont trop éloignés dans le temps pour fonder une demande de protection internationale une dizaine d'années plus tard. Il est certes condamnable que vos maisons auraient été brûlées à ... et que votre père, Monsieur, ait trouvé la mort dans une attaque de grenades, néanmoins ces événements ne sauraient être pris en compte, d'autant plus que la situation au Kosovo a nettement év[o]lué et s'est améliorée depuis.

Quoi qu'il en soit, il convient de souligner le fait que vous, Madame, Messieurs, n'auriez jamais été physiquement agressés par des personnes en relation avec lesdites familles alors que vous affirmez que vos problèmes avec ces familles s'étendraient de 2002 à 2009. En plus, en 2007, ..., serait venu passer ses vacances dans votre maison, ensemble avec son épouse et son fils; en 2008, son épouse et son fils auraient de nouveau passé leurs vacances auprès de vous. Madame, de 2006 à 2008, vous auriez trois fois voyagé en Suisse, sans pour autant y déposer de demande de protection internationale. En effet, vous seriez à chaque fois retournée au Kosovo.

Il y a donc lieu de préciser que les craintes que vous exprimez, s'analysent plutôt en l'expression d'un simple sentiment général d'insécurité plutôt qu'en une crainte fondée, basée sur des faits concrets. Ainsi, de simples craintes hypothétiques qui ne sont basées sur aucun fait réel ou probable ne sauraient cependant constituer des motifs visés par la Convention de Genève. Un sentiment général d'insécurité ne constitue pas une crainte fondée de persécution au sens de la prédite Convention.

Ainsi, vous n'alléguez aucun fait susceptible d'établir raisonnablement une crainte de persécution en raison d'opinions politiques, de la race, de la religion, de la nationalité ou de l'appartenance à un groupe social, susceptible de rendre votre vie intolérable dans votre pays. Les conditions permettant l'octroi du statut de réfugié ne sont par conséquent pas remplies.

En outre, vos récits ne contiennent pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits invoqués à l'appui de vos demandes ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptibles de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

Etant donné que les faits invoqués à la base de vos demandes de protection internationale ne sauraient être actuellement admis comme justifiant à suffisance une crainte de persécution ; dès lors, et a fortiori, l'absence matérielle de crainte actuelle fondée s'impose également en ce qui concerne les demandes tendant à obtenir la protection subsidiaire.

En effet, vous ne faites pas état d'un jugement ou d'un risque de jugement vous condamnant à la peine de mort. Par ailleurs, la constitution kosovare du 8 avril 2008 interdit dans son article 25-2 la peine de mort. Vous ne faites également pas état de risque réel de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants ou de risques réels émanant d'une violence aveugle résultant d'un conflit armé interne ou international. En s'appuyant sur tous les rapports et jurisprudences cités la situation actuelle au Kosovo ne saurait être considérée comme conflit armé interne ou international.

Ainsi, les faits que vous alléguiez ne justifient pas la reconnaissance du statut conféré par la protection subsidiaire.

Vos demandes en obtention d'une protection internationale sont dès lors refusées comme non fondées au sens de l'article 19§1 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Votre séjour étant illégal, vous êtes dans l'obligation de quitter le territoire endéans un délai de 30 jours à compter du jour où la présente décision sera devenue définitive, à destination du Kosovo, ou de tout autre pays dans lequel vous êtes autorisés à séjourner».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 22 avril 2013, les consorts ... ont fait introduire un recours tendant à la réformation de la décision précitée du ministre du 15 mars 2013, par laquelle ils se sont vus refuser la reconnaissance d'un statut de protection internationale, et un recours tendant à l'annulation de la décision du même jour, incluse dans le même document, portant à leur égard ordre de quitter le territoire.

1. Quant au recours visant la décision de refus d'une protection internationale

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en réformation en matière de demandes de protection internationale déclarées non fondées, une demande en réformation a valablement pu être introduite contre la décision ministérielle déférée.

Le recours en réformation ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

A l'appui de leur recours, les consorts ..., membres du groupe ethnique serbe du Kosovo, exposent les faits et rétroactes de leurs demandes en obtention d'une protection internationale, en confirmant pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision déférée.

Les conjoints ... auraient vécu dans le village de ... jusqu'au moment où, suite aux tensions - dues à la guerre - entre les communautés serbe et albanaise du village, les villageois d'origine albanaise les auraient violemment chassés de ..., notamment en mettant à exécution les menaces qu'ils auraient préalablement proférées si les demandeurs ne quittaient pas le village, puisque cette fois il y aurait eu armes, feu et tirs à l'appui de leurs injonctions. Les demandeurs se seraient alors installés à quelques kilomètres de là, dans un village serbe nommé ..., en tant que personnes déplacées. Là, Monsieur ... aurait fait partie des représentants de la communauté des Serbes déplacés de ... à ... et aurait été sollicité dans ce cadre par des organisations internationales pour les informer sur les Albanais auteurs de crimes par rapport aux Serbes dans leur ancien village. Il aurait alors communiqué les noms de ..., ... et ...

Monsieur ... aurait intégré la police kosovare, la KPS, en 2000, mais se serait vu relever de ses fonctions au mois de novembre 2003, sans que cette décision ne soit réformée suite aux recours qu'il aurait introduits en ce sens, ni suite à sa demande de réintégration ultérieure. Il ne connaîtrait pas les motifs exacts de ce licenciement, qui pourrait, selon la requête, être dû au fait qu'il aurait fait l'objet d'une plainte pour vol qualifié, à la circonstance qu'il aurait contrôlé un général sous mandat d'arrêt au même titre qu'un autre citoyen, ou encore être lié à ses relations avec les organisations internationales en tant que représentant des Serbes déplacés. La décision serait néanmoins officiellement motivée par la plainte - mensongère selon la requête - pour vol qualifié déposée contre lui avant le départ des demandeurs du village de ..., afin de les inciter à partir, par Monsieur ..., dont Monsieur ... aurait par ailleurs donné ensuite le nom en tant qu'auteur de crimes contre les Serbes à

En tant que membre de la représentation des personnes déplacées de ..., le demandeur serait confronté au désaccord radical des Albanais présents lors des réunions organisées par la KFOR ou l'UNMIK en vue de la réinsertion des familles déplacées dans leur village d'origine. Par ailleurs, il aurait été publiquement menacé de mort le 6 juillet 2007 par le même ... au tribunal, ce que le juge aurait refusé d'acter, dès lors que la justice kosovare aurait finalement donné gain de cause à Monsieur ... suite à l'appel qu'il aurait introduit, alors que le tribunal l'aurait initialement jugé coupable et condamné à une peine de quatre mois de prison. Les menaces de mort -téléphoniques et de *visu* - préexistantes contre les demandeurs se seraient intensifiées une première fois à partir de ce moment, ainsi qu'une seconde fois suite à la proclamation unilatérale d'indépendance du Kosovo, le 17 février 2008, sans que les institutions internationales présentes sur le territoire ne puissent les protéger. Les demandeurs auraient donc été contraints de rester cloîtrés chez eux.

Finalement, la fuite des conjoints ... du Kosovo vers le Luxembourg aurait été déclenchée lorsque, lors de la fête d'anniversaire de l'indépendance du Kosovo par les Albanais, une balle de fusil aurait blessé un jeune homme près duquel se serait trouvé Monsieur ..., fils des deux autres demandeurs, qui estiment qu'au regard de la distance entre leur village et ceux des Albanais alentours, il n'aurait pas pu s'agir d'une balle perdue.

Les demandeurs font ensuite valoir qu'il appartiendrait au ministre d'apprécier leur situation individuelle tant au regard de la globalité des faits, en ce compris passés, qui la caractérisent, que dans le contexte général de leur pays d'origine dans lequel elle s'inscrirait, conformément à l'article 26 (3), a), b) et c) de la loi du 5 mai 2006. Ils se fondent pour le dernier point sur divers rapports émanant d'organisations internationales, gouvernementales ou non, desquels il ressortirait que la situation générale pertinente des membres de la minorité serbe au Kosovo se traduirait par des violences quotidiennes, sinon régulières, tant verbales que physiques, dès lors que les retours des personnes déplacées ne seraient pas bienvenus. Par ailleurs, les recours introduits contre les Albanais ne seraient pas pris en considération, ce qui provoquerait une impunité *de facto* notamment face aux discriminations sociales.

Les demandeurs allèguent encore que les motifs pour lesquels ils auraient été persécutés tiendraient à leur race, leur nationalité, leur appartenance au groupe social des Serbes du Kosovo, et finalement à leurs opinions politiques, dès lors que les persécutions subies seraient motivées aux yeux de leurs auteurs par la vengeance contre les Serbes qui refuseraient de partir mais, au contraire, militeraient pour le respect de leurs droits fondamentaux.

Les conjoints ... mettent ensuite en exergue que les agents de persécution auxquels ils seraient confrontés seraient pour partie des agents étatiques, en ce que l'administration de la KPS aurait procédé au licenciement abusif de Monsieur ..., d'une part, et, d'autre part, qu'il serait à craindre pour eux d'être condamnés à une peine quelconque sur base d'une plainte mensongère dès lors que tel aurait été initialement le cas pour Monsieur ... et que l'acquittement n'aurait été prononcé que grâce à la présence des autorités internationales et de la médiatisation de l'affaire. Quant aux agents de persécution non étatiques, les autorités nationales et internationales n'auraient pas la capacité de les identifier, de les poursuivre et de les punir, contrairement aux exigences légales et jurisprudentielles, ce qui se constaterait non seulement au regard de la situation concrète des demandeurs mais également sur base de divers rapports internationaux.

Les demandeurs se prévalent encore de l'article 26 (4) de la loi du 5 mai 2006, pour reprocher au ministre une instruction défailante de leur dossier, en ce qu'il aurait omis de renverser la présomption que contient cet article.

Finalement, les demandeurs estiment, en se fondant sur les articles 2 e), 37 et 26 (4) de la loi du 5 mai 2006, que s'ils ne devaient pas se voir accorder le statut de réfugié, ils rempliraient néanmoins les conditions pour se voir accorder le statut de la protection subsidiaire.

Le délégué du gouvernement soutient quant à lui que le ministre a fait une saine appréciation de la situation des demandeurs et conclut au rejet du recours.

En ce qui concerne la demande d'asile des demandeurs, le tribunal rappelle qu'aux termes de l'article 2 a) de la loi du 5 mai 2006, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré

par la protection subsidiaire.

La notion de « *réfugié* » est quant à elle définie par l'article 2 d) de ladite loi du 5 mai 2006 comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays (...)* », tandis que celle de « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* » est définie par l'article 2 f) de la même loi comme tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir des atteintes graves, cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays.

Tant la notion de « *réfugié* », que celle de « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* » impliquent nécessairement des persécutions ou des atteintes graves, ou à tout le moins un risque de persécution ou d'atteintes graves dans le pays d'origine. Une crainte de persécution au sens de l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006 doit reposer quant à elle nécessairement sur des éléments suffisants desquels il se dégage que, considéré individuellement et concrètement, le demandeur de protection internationale risque de subir des persécutions.

En l'espèce, bien que l'élément subjectif de la crainte pourrait être considéré comme présent, tel n'est cependant pas le cas de l'élément objectif, tant au regard de la situation générale des Serbes au Kosovo que par rapport aux éléments propres à la situation des demandeurs. Ainsi, l'examen des faits et motifs invoqués par les demandeurs à l'appui de leurs demandes en obtention d'une protection internationale dans le cadre de leurs auditions, ainsi qu'au cours de la procédure contentieuse et des pièces produites en cause, amène le tribunal à conclure qu'il apparaît qu'ils ne remplissent pas les conditions requises pour prétendre au statut conféré par la protection internationale.

En effet, en ce qui concerne tout d'abord la situation générale des membres de la minorité ethnique serbe du Kosovo, s'il peut être admis que ses membres en situation minoritaire constituent un groupe à risque, il ne ressort toutefois ni des arguments développés par les demandeurs, ni des éléments du dossier que cette situation soit telle que *tout* membre de la minorité ethnique serbe peut se prévaloir de raisons de craindre d'être persécuté du seul fait de cette origine ethnique. Il se dégage en revanche des explications fournies par le délégué du gouvernement, confirmées par la jurisprudence de la Cour administrative et les sources internationales dont il fait état, que les autorités kosovares ont entrepris des efforts pour améliorer le sort et la condition des membres du groupe ethnique serbe.

Ainsi, le tribunal note tout d'abord que les demandeurs sont arrivés au Luxembourg au mois de mars 2009 et que leurs craintes de persécutions ou d'atteintes graves renvoient par conséquent à des faits passés, pour la plupart pris en compte dans le rapport de la Commission européenne du 5 novembre 2008 auquel se réfère la Cour administrative pour juger que « *concernant la situation générale et sécuritaire au Kosovo et en particulier celle des minorités ethniques, dont celle des Serbes, il a pu être retenu à maintes reprises [...] que cette situation n'était pas telle que tout membre d'une minorité ethnique serait de ce seul fait exposé à des persécutions au sens de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés et à la loi du 5 mai 2006* »¹. En outre, s'agissant des éléments subséquents, et dès lors que le respect des droits de l'Homme dépend très étroitement de l'évolution de la situation politique dans un pays et est de ce chef sujet à de constantes fluctuations, il y a lieu de porter un regard particulier aux tendances – positives ou négatives – qui se dessinent au vu de l'évolution la plus récente. Or, tant la Cour administrative que les rapports internationaux cités par la partie étatique ont souligné, encore récemment, la tendance générale positive qui caractérise l'évolution de la situation des minorités ethniques au Kosovo².

A titre superfétatoire, le tribunal relève qu'en vertu de l'article 21 de la loi du 5 mai 2006 et du règlement grand-ducal du 19 juin 2013 modifiant le règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 fixant une liste de pays sûrs au sens de la loi du 5 mai 2006, le pays d'origine des demandeurs, à savoir le Kosovo, est à considérer comme pays d'origine sûr où il n'existe pas, généralement et de façon constante, de persécution au sens de la Convention de Genève.

Les éléments d'appréciation à la disposition du tribunal ne lui permettent dès lors pas de considérer que la situation de la minorité serbe au Kosovo soit telle que tout membre de cette communauté – dont les demandeurs – a des raisons de craindre des persécutions au sens de la loi du 5 mai 2006 du seul fait de son origine ethnique.

Par ailleurs, en toute hypothèse, l'accent doit rester essentiellement placé sur l'appréciation de la situation individuelle des demandeurs³, comme le souligne également le rapport de novembre 2009 du UNHCR invoqué par la partie étatique⁴, duquel il ressort en effet que même si la minorité serbe peut être considérée comme étant un groupe soumis à un certain risque, aussi en fonction de la région dans laquelle les personnes concernées vivent, le UNHCR met l'accent essentiellement sur l'appréciation de la situation propre à chaque demandeur d'asile⁵.

¹ Cour adm. 27 mars 2012, n°29652C du rôle, www.ja.etat.lu.

² Cour adm. 27 mars 2012, n°29652C du rôle, Cour adm. 18 juin 2013, n°32290C et Cour adm. 2 juillet 2013, n° 32473C, www.ja.etat.lu ; Conseil de Sécurité des Nations-Unies, *Rapport du Secrétaire général sur la mission d'administration intérimaire des Nations-Unies au Kosovo*, 31 janvier 2012, S/2012/72, pp. 6 et 7 ; UNHCR - The UN Refugee Agency, *UNHCR's eligibility guidelines for assessing the international protection needs of individuals from Kosovo*, 9 novembre 2009, HCR/EG/09/01, page 9.

³ Trib. adm. 1^{er} juillet 2013, n°31537, www.ja.etat.lu

⁴ UNHCR - The UN Refugee Agency, *UNHCR's eligibility guidelines for assessing the international protection needs of individuals from Kosovo*, 9 novembre 2009, HCR/EG/09/01, point III, page 17.

⁵ Trib. adm. 18 janvier 2010, n°25766 du rôle, www.ja.etat.lu

C'est pourquoi il convient à présent pour le tribunal d'examiner si, en l'espèce, compte tenu de la situation particulière et concrète des consorts ..., les événements dont ils font état sont susceptibles de justifier dans leur chef une crainte de persécution au sens de la loi du 5 mai 2006, étant rappelé qu'une crainte de persécution au sens de l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006 doit reposer nécessairement sur des éléments suffisants desquels il se dégage que, considéré individuellement et concrètement, le demandeur de protection internationale risque de subir des persécutions.

Aux termes de l'article 31 (1) de la loi du 5 mai 2006 : « *Les actes considérés comme une persécution au sens de l'article 1 A de la Convention de Genève doivent : a) être suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme, en particulier des droits auxquels aucune dérogation n'est possible en vertu de l'article 15, paragraphe 2, de la Convention de européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; ou*

b) être une accumulation de diverses mesures, y compris des violations des droits de l'homme, qui soit suffisamment grave pour affecter un individu d'une manière comparable à ce qui est indiqué au point a). (...) »

Il s'ensuit qu'aux termes de cette disposition, un acte doit présenter un degré de gravité certain pour pouvoir être considéré comme une persécution au sens de la Convention de Genève, c'est-à-dire qu'il doit constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'Homme, en particulier des droits auxquels aucune dérogation n'est possible en vertu de l'article 15, paragraphe 2 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

En l'espèce, les demandeurs font état de discriminations et persécutions subies au Kosovo qui, selon eux, justifieraient l'octroi de la protection internationale.

Avant d'examiner plus avant les dires des demandeurs, force est au tribunal de constater que la présomption instituée par l'article 26 (4) de la loi du 5 mai 2006 ne trouve pas à s'appliquer en l'espèce. S'il ressort en effet de l'article précité qu'une persécution ou des atteintes graves passées constituent un indice sérieux d'une crainte de persécution, en l'espèce, le tribunal ne peut *in casu* que conclure à l'absence de persécutions passées, comme détaillé ci-dessous. Partant, l'élément déclencheur de la présomption fait défaut, et les demandeurs ne peuvent dès lors en tirer argument.

Le tribunal constate en effet en premier lieu que les événements décrits par les demandeurs, tant pris isolément que par leur effet cumulé, n'atteignent pas le niveau de gravité prévu par l'article 31 (1) de la loi du 5 mai 2006 rendant leur vie intolérable au Kosovo, les faits décrits, même pris en leur globalité, ne constituant en particulier pas une violation grave des droits fondamentaux de l'Homme. A cet égard, s'agissant de la procédure pour vol intentée contre Monsieur ..., force est au tribunal de constater que ce dernier a été acquitté, de sorte que la procédure à son encontre ne peut ni être suffisamment grave pour constituer une violation grave des droits de l'Homme, ni être

qualifiée de discriminatoire au sens des points b), c) et d) de l'article 31 (2) de la loi du 5 mai 2006. Quant à l'argument soulevé par les demandeurs selon lesquels Monsieur ... aurait été initialement condamné et que le revirement ultérieur ne serait dû qu'à la présence des médias et des forces internationales, s'il devait être avéré, il n'en serait pas pour autant de nature à ébranler ce constat. Il ne ferait au contraire que témoigner du changement des mentalités au sein de l'opinion publique quant aux discriminations fondées sur l'appartenance à une minorité ethnique, ainsi que de la capacité des autorités internationales à protéger la population contre les risques de procédures judiciaires discriminatoires.

En ce qui concerne le licenciement de Monsieur ... et la procédure subséquente, ils ne sont pas plus constitutifs d'actes de persécution au regard de la Convention de Genève et de la loi du 5 mai 2006. En effet, si l'article 31 (2) de la loi du 5 mai 2006 pris en ses points b), c) et d), admet certes qu'une persécution puisse prendre la forme d'un jugement inique, alors qu'il admet que peuvent constituer des persécutions « *les mesures légales, administratives, de police et/ou judiciaires qui sont discriminatoires en soi ou mises en œuvre de manière discriminatoire* », « *les poursuites ou sanctions qui sont disproportionnées ou discriminatoires* » ainsi que « *le refus d'un recours juridictionnel se traduisant par une sanction disproportionnée ou discriminatoire* », encore faut-il qu'une telle discrimination puisse être déterminée avec un certain degré de vraisemblance, ce qui fait totalement défaut en l'espèce.

Les demandeurs sèment d'ailleurs eux-mêmes le doute sur les motifs du licenciement de Monsieur ... - et, partant, sur la vraisemblance de la discrimination dont ils auraient été victimes - dès lors qu'ils affirment ne pas pouvoir en déterminer les raisons avec certitude. Il ressort malgré tout du relevé des déclarations des demandeurs, de la requête ainsi que des pièces soumises au tribunal que les consorts ... estiment que le licenciement serait la conséquence de l'accusation de vol portée contre Monsieur Le tribunal note néanmoins à cet égard que la décision de ne pas réintégrer ce dernier dans les forces de police suite à la décision d'acquittement mentionne explicitement l'absence de lien entre les chefs d'accusation dont le demandeur a été innocenté et les fautes commises en interne pour lesquelles il a été licencié⁶. Par ailleurs, les allégations des demandeurs selon lesquelles la KPS aurait voulu mettre un terme à sa collaboration professionnelle avec Monsieur ... au motif de son appartenance à la minorité serbe - et aurait donc dû user d'un artifice à cette fin – sont remises en cause par les rapports internationaux cités par les parties, lesquels font notamment état d'une forte représentation des minorités dans la police⁷, en ce compris au poste de police de Gnjilane, lequel comprend celui de ...⁸. Il ressort ainsi notamment du rapport de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de janvier 2013 cité par les demandeurs que « [g]râce à une restructuration organisationnelle [la police] a pu redorer son image aux

⁶ Décision de refus de réintégration, pièce n°13 versée par les demandeurs.

⁷ Immigration and Refugee Board of Canada, *Kosovo: information sur la force policière, y compris sa structure; la procédure à suivre pour déposer une plainte contre la police et la réceptivité relativement aux plaintes*, 30 November 2011, KOS103839.EF, <http://www.refworld.org/docid/50755aec2.html>, [accessed 27 August 2013].

⁸ OSCE, *Municipal Profiles*, Gjilan/Gnjilane, novembre 2011.

yeux du public. Elle a atteint ses objectifs de formation et de diversité en termes d'appartenance ethnique et de genre – avec 10 % de Serbes de souche [...] parmi ses effectifs ». Partant, et dès lors que ni les demandeurs ni les pièces versées n'apportent d'autres précisions quant au motif de licenciement, le tribunal ne saurait déduire des informations en sa possession que Monsieur ... a été licencié de manière discriminatoire, de sorte qu'il ne peut de même conclure que Monsieur ... aurait été victime d'un acte de persécution au sens de l'article 31 de la loi du 5 mai 2006.

S'agissant ensuite des menaces qu'auraient reçues les demandeurs, si elles sont certes condamnables, elles ne sont pas d'une gravité telle qu'atteignant le niveau de persécutions au sens de l'article 31(1) de la loi du 5 mai 2006. A cet égard, le tribunal constate que les menaces dont font état les demandeurs n'ont jamais été mises à exécution alors que leurs auteurs, s'ils avaient véritablement décidé de les tuer, auraient eu le loisir de le faire pendant la longue période qui s'est écoulée entre le moment où les demandeurs sont partis de leur village en 1999 et le moment où ils ont quitté le Kosovo pour venir au Luxembourg. En outre, force est au tribunal d'analyser la requête des demandeurs au regard de leur nouvelle situation, après leur départ de ... en 1999. Leur déménagement dans le village de ... a inévitablement apaisé les revendications des Albanais dont les menaces ont perdu de leur intensité dès lors qu'ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Quant au dialogue instauré en vue de permettre aux demandeurs et aux autres personnes déplacées de recouvrer leurs anciennes habitations à ..., il se déroule en présence des autorités kosovares et des organisations internationales présentes sur le territoire kosovar, de sorte que, s'il devait générer des menaces, ces dernières ne devraient pas recevoir exécution dans pareil contexte. Le tribunal constate donc que les demandeurs ne sont victimes que de simples menaces non concrétisées qui, bien qu'elles soient condamnables, s'inscrivent dans un sentiment général d'insécurité, lequel n'atteint pas le niveau requis pour être considéré comme fondant une crainte de persécution au sens de l'article 31 (1) précité⁹.

Finalement, le tir reçu par un habitant de ... lors de l'anniversaire de la déclaration d'indépendance du Kosovo ne constitue pas plus une persécution au sens de l'article 1A de la Convention de Genève. En effet, force est au tribunal de constater qu'il ressort des déclarations du principal concerné, Monsieur ..., qu'il s'agirait bien d'une balle perdue, les Albanais fêtant l'anniversaire de l'indépendance par de nombreux tirs en l'air, que cette mésaventure ne le concerne que dans la mesure où il se serait rendu au même magasin que le jeune homme touché deux minutes auparavant, et qu'il s'agirait vraisemblablement d'un incident isolé. Quand bien même il ne s'agirait pas d'une balle perdue, comme l'affirme le litismandataire des demandeurs dans la requête, les dires de Monsieur ... selon lesquels le coup de feu aurait été destiné à son fils ne sont que des supputations. Rien ne permet de penser que Monsieur ... aurait été visé personnellement alors que l'inverse ressort des déclarations de ce dernier. Par conséquent, le tribunal ne peut conclure sur base des informations en sa possession que le tir manqué constitue un acte passé de persécution pour l'un des motifs énumérés à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006.

⁹ Trib. adm. 7 octobre 1998, n° 10719, *Pas. Adm.*, 2012, v° Etrangers, n°119.

En tout état de cause, compte tenu du fait que les auteurs de ces derniers actes sont des personnes privées, sans lien avec l'Etat, les demandeurs ne sauraient faire valoir un risque réel de subir des persécutions que si les autorités ne veulent ou ne peuvent pas leur fournir une protection effective contre ces persécutions ou s'il n'y a pas d'Etat susceptible d'accorder une protection.

L'essentiel est en effet d'examiner si la personne peut être protégée compte tenu de son profil dans le contexte qu'elle décrit. En cas de persécutions par des entités non étatiques, la crainte d'être persécuté est considérée comme fondée si les autorités ne veulent ou ne peuvent pas fournir une protection effective au demandeur ou s'il n'y a pas d'Etat susceptible d'accorder une protection : c'est l'absence de protection qui est décisive, quelle que soit la source de la persécution. A cet égard, il y a lieu de rappeler que l'article 28 de la loi du 5 mai 2006 reconnaît la possibilité pour des personnes persécutées par des acteurs non étatiques d'obtenir une protection internationale si l'Etat ne veut ou ne peut lui accorder une protection, tandis que l'article 29 (2) définit la protection comme suit : « *La protection contre les persécutions et atteintes graves doit être effective et non temporaire. Une telle protection est généralement accordée lorsque les acteurs visés au paragraphe (1) points a) et b) prennent des mesures raisonnables pour empêcher la persécution ou des atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection.* ». Cela inclut notamment la volonté et la capacité de la police, des tribunaux et des autres autorités du pays d'origine, d'identifier, de poursuivre et de punir ceux qui sont à l'origine des persécutions ou des atteintes graves sans cependant que cette exigence n'impose pour autant un taux de résolution et de sanction des infractions de l'ordre de 100%, taux qui n'est pas non plus atteint dans les pays dotés de structures policières et judiciaires les plus efficaces, ni qu'elle n'impose nécessairement l'existence de structures et de moyens policiers et judiciaires identiques à ceux des pays occidentaux. A cet égard, le tribunal rappelle également que la notion de protection n'implique pas une sécurité physique absolue des habitants d'un pays contre la commission de tout acte de violence, mais suppose des démarches de la part des autorités en place en vue de la poursuite et de la répression des actes de violence commis, d'une efficacité suffisante pour maintenir un certain niveau de dissuasion. Une persécution ne saurait être admise dès la commission matérielle d'un acte criminel, mais seulement dans l'hypothèse où les agressions commises par une personne ou un groupe de la population seraient encouragées ou tolérées par les autorités en place, voire où celles-ci seraient incapables d'offrir une protection appropriée.

En l'espèce, le tribunal ne peut suivre le raisonnement des demandeurs selon lequel la partie étatique aurait reconnu l'incapacité des autorités kosovares et internationales à les protéger. Les extraits de la décision attaquée cités dans la requête sont interprétés partiellement par le litismandataire des demandeurs, qui les sort de leur contexte. D'une part, s'il semble certain qu'au moment du départ des demandeurs vers le Luxembourg aucune solution convaincante relative à une coexistence paisible entre Albanais et Serbes n'a été trouvée, tout comme un retour de ces derniers au village de ... semble encore impossible, cela n'implique pas pour autant que les autorités n'ont pas été capables de

protéger les demandeurs lorsque cela s'avérerait nécessaire. Il ressort en effet des déclarations des demandeurs que le KFOR les auraient escortés lors de leurs visites au village de ... ainsi que lors des dépositions de Monsieur ... dans le cadre de la procédure entamée à son encontre pour vol. D'autre part, affirmer que les autorités n'auraient jamais refusé de protéger les demandeurs ne revient aucunement à admettre qu'elles n'en seraient pas capables. Pour le surplus, le tribunal rappelle que les menaces subies par les demandeurs n'ont pas été mises à exécution, ce qui infirme la thèse des demandeurs selon laquelle les autorités n'auraient pas été capables de les protéger. Force est par conséquent au tribunal de constater que les déclarations des demandeurs tendent à conforter la capacité des autorités de les protéger.

Par ailleurs, les extraits de rapports cités dans la requête ne sont pas tous pertinents en l'espèce, dès lors que certains d'entre eux sont relatifs à la situation au nord du pays, près d'un poste frontière avec la Serbie, beaucoup plus tendue qu'au sud du Kosovo où habitaient les demandeurs, tandis que d'autres sont mal interprétés par les demandeurs qui les citent à l'appui de leurs allégations selon lesquelles le système judiciaire serait corrompu, alors que ces rapports font à l'inverse état d'arrestations et de procédures contre des officiers et des juges corrompus, ce qui démontre précisément l'effectivité de la lutte contre la corruption mise en place au Kosovo et les progrès réalisés en ce sens. Finalement, la nécessité d'améliorer le fonctionnement de la justice, mise en exergue dans certains extraits présentés dans la requête, n'implique pas automatiquement l'impossibilité pour les autorités de protéger les demandeurs, comme le tribunal l'a précédemment constaté *in facto*.

Ce constat est par ailleurs corroboré par les informations issues des rapports cités par la partie étatique. En effet, comme le tribunal l'a déjà relevé, il se dégage des explications circonstanciées ainsi que des sources citées par la partie étatique que la police kosovare se distingue de par sa mixité ethnique ainsi que par une forte intégration des minorités ethniques en son sein et qu'elle aurait de ce fait gagné la confiance des populations serbes rurales. Il en ressort encore que de manière générale la situation des minorités du Kosovo s'améliore et que les autorités kosovares montrent un activisme particulier à contrer la corruption par le biais notamment de la création d'une administration spécialement chargée de la mise en place de mesures de lutte contre la corruption¹⁰. En sus, l'Ombudsman a pour mission d'enquêter sur tout reproche en matière de violations des droits de l'Homme, et l'Inspectorat de Police du Kosovo est notamment compétent pour traiter les réclamations à propos de la mauvaise conduite d'officiers de police.

Au vu de ce qui précède, il n'est dès lors pas démontré que les autorités kosovares seraient dans l'incapacité de fournir aux consorts ... une protection au sens de l'article 29 (2) de la loi du 5 mai 2006.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que c'est à bon droit que le ministre a rejeté les demandes en obtention du statut de réfugié présentées par les

¹⁰ European Commission, *Commission Staff Working Paper Kosovo 2011 Progress Report*, SEC(2011) 1207 final, octobre 2011, p.13.

demandeurs comme étant non fondées. Le recours des demandeurs est par conséquent à déclarer comme non fondé pour autant qu'il est dirigé contre le refus du ministre à leur accorder le statut de réfugié.

Quant au volet de la décision litigieuse portant refus d'accorder aux demandeurs le bénéfice du statut conféré par la protection subsidiaire, l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 définit comme atteintes graves : « *a) la peine de mort ou l'exécution ; ou b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine ; ou c) des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.* ».

Le tribunal constate qu'à l'appui de leurs demandes de protection subsidiaire, les demandeurs invoquent en substance les mêmes motifs que ceux qui sont à la base de leurs demandes en reconnaissance du statut de réfugié, de sorte qu'ils s'exposeraient en cas de retour aux atteintes graves au sens de l'article 37 et plus particulièrement à des traitements inhumains, lesquels résideraient à tout le moins dans le fait de devoir vivre dans la crainte constante de subir des atteintes graves.

Or, au vu des conclusions dégagées ci-avant au sujet de leurs demandes de reconnaissance du statut de réfugié, force est de constater que les risques invoqués par les demandeurs de s'exposer à des traitements inhumains en cas de retour au Kosovo manquent de fondement, sinon de gravité et ne sauraient justifier l'octroi du statut de protection subsidiaire, et ce d'autant plus qu'il a été retenu ci-avant qu'il ne serait pas démontré que les autorités kosovares seraient dans l'incapacité de fournir aux demandeurs une protection adéquate au sens de l'article 29 (2) de la loi du 5 mai 2006 : en effet, tout comme la notion de « *réfugié* », celle de « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* » implique, outre nécessairement des atteintes graves, ou à tout le moins le risque d'atteintes graves, une absence de protection dans le pays d'origine, de sorte que les demandeurs ne sauraient faire valoir un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 précité. Par ailleurs, dans les affaires où un requérant en passe d'être expulsé allègue qu'il risque d'être soumis à des mauvais traitements dans le pays de destination, la Cour européenne des droits de l'Homme examine systématiquement si la crainte est fondée, en ce que le requérant risque effectivement d'être soumis aux traitements redoutés. La crainte n'est donc pas constitutive en elle-même de traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme dans ce contexte, contrairement à ce que soutiennent les demandeurs.

Au vu de ce qui précède, le tribunal est dès lors amené à constater qu'il n'existe pas davantage d'éléments susceptibles d'établir, sur base des mêmes événements ou arguments que ceux invoqués dans le cadre des demandes en reconnaissance du statut de réfugié, qu'il existerait de sérieuses raisons de croire que les demandeurs encourraient, en cas de retour dans leur pays d'origine, un risque réel avéré de subir des atteintes graves au sens de l'article 37 précité. Plus particulièrement, les demandeurs restent en défaut d'établir qu'en cas de retour dans leur pays d'origine, ils risqueraient la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants,

ou encore des menaces graves et individuelles contre leur vie ou leur personne en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

Il s'ensuit qu'en l'absence d'autres éléments, c'est à juste titre que le ministre a retenu que les demandeurs n'ont pas fait état de motifs sérieux et avérés permettant de croire qu'ils courraient le risque de subir des atteintes graves au sens de l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 et qu'il leur a partant refusé l'octroi d'une protection subsidiaire au sens de l'article 2 f) de ladite loi.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que c'est à bon droit que le ministre a déclaré les demandes de protection internationale sous analyse comme non justifiées, de sorte que le recours en réformation est à rejeter comme étant non fondé.

2. Quant au recours tendant à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire contenu dans une décision statuant sur une demande de protection internationale, le recours en annulation introduit contre pareil ordre contenu dans la décision déférée est recevable pour avoir été, par ailleurs, introduit dans les formes et délai de la loi.

Les demandeurs soutiennent en premier lieu que si la décision de refus d'octroi du statut de protection internationale encourt la réformation, l'ordre de quitter devrait également être annulé.

Il se dégage des conclusions ci-avant retenues par le tribunal que le ministre a refusé à bon droit d'accorder aux demandeurs un statut de protection internationale, de sorte qu'il a également pu valablement émettre l'ordre de quitter le territoire.

En ordre subsidiaire, ils concluent à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire, au motif qu'il violerait de façon autonome tant l'article 129 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration que l'article 3 de la CEDH. Les demandeurs estiment en effet que le champ d'application de ces dispositions serait plus large que celui de l'article 2 de la loi du 5 mai 2006. Ils considèrent que le degré du risque de faire l'objet de mauvais traitements exigé pour obtenir la reconnaissance d'une protection internationale serait beaucoup plus élevé que celui requis pour interdire l'éloignement de l'étranger vers le pays dans lequel ce risque existe et que l'on ne saurait automatiquement conclure qu'un demandeur de protection internationale débouté ne puisse pas valablement faire état d'un risque de traitements inhumains ou dégradants dans son pays d'origine qui interdirait son éloignement vers ce pays. L'ordre de quitter le territoire ne serait pas une conséquence légale du refus de protection internationale alors qu'il existerait des critères bien particuliers qui interdiraient l'éloignement d'un étranger vers un pays où il risquerait d'être soumis à des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH, qui seraient étrangers à ceux selon lesquels un statut de protection internationale peut être accordé. Les demandeurs estiment avoir établi la réalité du risque pesant sur eux et qui interdirait leur éloignement vers le Kosovo et ce grâce au faisceau d'indices qui

serait constitué par toutes les violences morales dont ils auraient d'ores et déjà été victimes et par les multiples menaces dont ils auraient déjà fait l'objet. Les demandeurs soutiennent encore que la situation de détresse dans laquelle ils seraient plongés en cas de retour au Kosovo, mêlée au sentiment d'angoisse de subir des mauvais traitements, serait constitutive d'un traitement inhumain et dégradant, sans pour autant faire référence à une quelconque décision de la Cour européenne des droits de l'Homme en ce sens. Ils soutiennent encore que l'article 3 de la CEDH, combiné à l'article 129 de la loi précitée du 29 août 2008, poserait un principe absolu d'interdiction de refoulement vers un pays où la personne concernée risque de faire l'objet de traitements contraires à l'article 3 de la CEDH.

Aux termes de l'article 19 (1) de la loi du 5 mai 2006, une décision négative du ministre vaut décision de retour, laquelle est définie par l'article 2 de la même loi comme étant la décision négative du ministre déclarant illégal le séjour et imposant l'ordre de quitter le territoire. L'ordre de quitter le territoire y prononcé comporte l'indication du délai pour quitter le territoire ainsi que le pays à destination duquel le demandeur sera renvoyé en cas d'exécution d'office.

Quant à l'incidence de l'article 3 de la CEDH, si ledit article proscriit la torture et les peines ou traitements inhumains ou dégradants, encore faut-il que le risque de subir des souffrances mentales ou physiques présente une certaine intensité.

En effet, si une mesure d'éloignement - tel qu'en l'espèce consécutive à l'expiration du délai imposé aux demandeurs pour quitter le Luxembourg - relève de la CEDH dans la mesure où son exécution risquait de porter atteinte aux droits inscrits à son article 3, ce n'est cependant pas la nature de la mesure d'éloignement qui pose problème de conformité à la Convention, spécialement à l'article 3, mais ce sont les effets de la mesure en ce qu'elle est susceptible de porter atteinte aux droits que l'article 3 garantit à toute personne. C'est l'effectivité de la protection requise par l'article 3 qui interdit aux Etats parties à la Convention d'accomplir un acte qui aurait pour résultat direct d'exposer quelqu'un à des mauvais traitements prohibés. S'il n'existe pas, dans l'absolu, un droit à ne pas être éloigné, il existe un droit à ne pas être soumis à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants, de sorte et *a fortiori* qu'il existe un droit à ne pas être éloigné quand une telle mesure aurait pour conséquence d'exposer à la torture ou à une peine ou des traitements inhumains ou dégradants.

Cependant, dans ce type d'affaires, la Cour européenne des droits de l'Homme soumet à un examen rigoureux toutes les circonstances de l'affaire, notamment la situation personnelle du requérant dans l'Etat de destination. La Cour européenne des droits de l'Homme recherche donc s'il existe un risque réel que le renvoi du requérant soit contraire aux règles de l'article 3 de la CEDH. Pour cela, la Cour évalue ce risque notamment à la lumière des éléments dont elle dispose au moment où elle examine l'affaire et des informations les plus récentes concernant la situation personnelle du requérant.

Le tribunal procède donc à la même analyse de l'affaire sous examen.

Or, en ce qui concerne précisément les risques prétendument encourus en cas de retour au Kosovo, le tribunal administratif a conclu ci-avant à l'absence dans le chef des demandeurs de tout risque réel et actuel de subir des atteintes graves au sens de l'article 37, point b) de la loi du 5 mai 2006, à savoir la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, ainsi qu'à l'existence d'une possibilité de protection suffisante de la part des autorités de leur pays, de sorte que le tribunal actuellement ne saurait pas se départir à ce niveau-ci de son analyse de cette conclusion.

Au vu de ce qui précède et compte tenu du seuil élevé fixé par l'article 3 de la CEDH¹¹, le tribunal n'estime pas qu'il existe un risque suffisamment réel pour que le renvoi des demandeurs au Kosovo soit dans ces circonstances incompatible avec l'article 3 de la CEDH.

Il s'ensuit que le recours en annulation est à rejeter comme étant non fondé.

Par ces motifs

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement,

reçoit en la forme le recours en réformation contre la décision ministérielle du 15 mars 2013 portant refus d'une protection internationale ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

reçoit en la forme le recours en annulation contre la décision déferée du 15 mars 2013 portant ordre de quitter le territoire ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

condamne les demandeurs aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 23 septembre 2013 par :

¹¹ CedH, arrêt Lorsé et autres c/ Pays-Bas, 4 février 2003, § 59.

Marc Sünner, premier vice-président,
Thessy Kuborn, premier juge,
Alexandra Castegnaro, juge,

en présence du greffier en chef Arny Schmit.

s. Schmit

s. Sünner

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 25.9.2013
Le Greffier du Tribunal administratif